



Onzième session

PROGRES REALISES PAR LES TERRITOIRES NON AUTONOMES EN APPLICATION
DES DISPOSITIONS DU CHAPITRE XI DE LA CHARTE

Rapport du Secrétaire général présenté conformément à la résolution 932 (X)
de l'Assemblée générale

Introduction

1. Dans sa résolution 932 (X) du 8 novembre 1955, l'Assemblée générale :

"1. Estime qu'un examen des progrès réalisés dans les territoires non autonomes depuis la création de l'Organisation des Nations Unies, examen fondé sur les renseignements que les Membres administrants communiquent en vertu de l'Article 73 e de la Charte, serait très utile et devrait permettre de savoir dans quelle mesure les populations des territoires non autonomes progressent et approchent du moment où les buts du Chapitre XI de la Charte seront atteints;

"2. Considère que cet examen exigerait une préparation minutieuse effectuée avec le concours des institutions spécialisées intéressées;

"3. Invite le Secrétaire général à consulter les institutions spécialisées intéressées et à soumettre ensuite à l'Assemblée générale, à sa onzième session, un rapport sur les principales questions qui pourraient être prises en considération pour cet examen."

2. Conformément à la résolution ci-dessus, le Secrétaire général a demandé les avis et sollicité le concours des institutions spécialisées suivantes : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, la Banque internationale pour la reconstruction et le développement, l'Organisation internationale du Travail, l'Organisation mondiale de la santé et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. On trouvera dans les paragraphes suivants un compte rendu de ces consultations et un exposé des principaux points qui pourraient faire l'objet d'une étude sur les progrès des territoires non autonomes, au cas où l'Assemblée générale déciderait qu'il convient d'établir un rapport de ce genre.

Caractère général du projet de rapport

3. Le but général de la résolution 932 (X) est, comme l'ont fait observer ses auteurs, de réunir "en un seul document les renseignements qui ont trait à la situation dans les territoires non autonomes et qui ont été communiqués depuis 1946 - y compris les renseignements qui figurent dans les rapports les plus récents - pour que l'on puisse voir quels progrès ont été réalisés au cours des dix dernières années"^{1/}.
4. Lorsqu'elle donnera de nouvelles directives au sujet de ce rapport, l'Assemblée devra fixer sa longueur et déterminer le champ de l'étude. Un représentant de la Quatrième Commission a suggéré que le rapport soit une compilation des résumés et des analyses des renseignements provenant des territoires non autonomes. Si l'Assemblée adopte cette suggestion, il sera nécessaire de récapituler les données relatives à chaque territoire d'une manière suffisamment détaillée pour que l'on puisse avoir une vue d'ensemble des renseignements transmis au cours des premières années de l'Organisation et de ceux qui seront transmis pendant la dernière année de l'examen. Il faudra aussi compléter certaines études spéciales et incorporer dans le document en question les rapports du Comité des renseignements sur les conditions économiques, sociales et culturelles dans les territoires non autonomes.
5. Il pourrait en résulter un rapport si volumineux que la masse des renseignements ferait perdre de vue le but essentiel de la résolution 932 (X), tel qu'il est défini au paragraphe 3 cité plus haut.
6. Il ne serait pas non plus entièrement satisfaisant de se concentrer sur la première année pour laquelle on possède des renseignements détaillés et sur la dernière année du rapport, et de fournir sur ces deux années des éléments d'information d'ordre surtout statistique. Dans ce domaine, les statistiques dont on dispose sur la situation économique et sociale d'un grand nombre de territoires non autonomes sont souvent insuffisantes pour permettre d'étudier les progrès réalisés. La plus grande partie du rapport serait consacrée aux territoires évolués qui possèdent de bons bureaux de statistique. Enfin, il serait en général difficile d'interpréter les divergences qui risquent d'apparaître quand on modifie les méthodes de présentation des données.

^{1/} Nations Unies, Assemblée générale, Dixième session, Documents officiels, Quatrième Commission, 485ème et 487ème séances.

7. Une autre solution consisterait à établir des comparaisons précises entre l'évolution des divers territoires de 1946 à 1956, ou de 1947 à 1957. Mais, dans ce cas, il serait nécessaire de faire un choix parmi les renseignements, ce qui obligerait à porter un certain jugement de valeur que les Membres administrants seraient mieux à même de formuler.

8. On pourrait résoudre ces difficultés en s'inspirant de la méthode que l'Organisation des Nations Unies a généralement suivie lorsqu'elle a examiné les renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte. L'Assemblée approuve des recommandations concernant la situation économique, sociale et culturelle dans l'ensemble des territoires non autonomes, mais non pas dans un territoire particulier. On peut donc en conclure qu'un rapport sur les progrès accomplis par les peuples de ces territoires devrait remplir les conditions suivantes : a) il devrait s'appuyer sur des renseignements fournis par les Membres administrants; b) il devrait s'inspirer constamment des vues de l'Assemblée générale et des recommandations qu'elle a approuvées pour améliorer la politique économique, sociale et culturelle dans l'ensemble des territoires non autonomes; c) enfin, tout en donnant des renseignements suffisants sur chaque territoire en particulier, il devrait avant tout chercher à examiner la situation des territoires dans leur ensemble, les problèmes généraux auxquels ils ont à faire face, la politique qu'ils appliquent et les perspectives qui s'offrent à eux.

Méthodes à suivre pour préparer le rapport

9. Les renseignements fournis en vertu de l'Article 73 e de la Charte parviennent à l'Assemblée générale par diverses voies. Le Secrétariat résume les renseignements fournis au sujet de chaque territoire et ces résumés, après avoir été transmis au Comité des renseignements, forment la matière d'un rapport que le Secrétaire général adresse à l'Assemblée. En outre, chaque année, le Secrétariat prépare à l'intention du Comité des études spéciales sur la question qui fait alors l'objet d'un examen particulièrement détaillé. De leur côté, les institutions spécialisées rédigent des études spéciales sur la situation dans les territoires non autonomes et y exposent leur propre activité.

10. L'Organisation des Nations Unies suit des méthodes différentes quand il s'agit d'établir un rapport sur certaines questions économiques et sociales de caractère général. Elle peut par exemple : a) confier une enquête à une institution scientifique ou culturelle; b) nommer des rapporteurs spéciaux et les charger d'examiner

les renseignements que le Secrétariat met à leur disposition; c) adresser un questionnaire aux gouvernements et faire un rapport sur les réponses reçues, en les reproduisant intégralement ou en les résumant.

11. L'Assemblée générale voudra peut-être adopter l'une de ces méthodes particulières. Cependant, si elle se décide en faveur d'un rapport sur l'évolution des territoires non autonomes portant sur une période de dix ans, il est probable que ce rapport se composera surtout de chapitres préparés par le Secrétariat et par les institutions spécialisées. La FAO, l'OIT, l'OMS et l'UNESCO ont assuré le Secrétaire général qu'elles participeraient à l'élaboration du rapport dans les limites de leur compétence. Les documents résumeraient et analyseraient les renseignements fournis par les Membres administrants.

12. Le Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes fournit des éléments d'appréciation qui viennent compléter les données statistiques et les rapports annuels qu'il rédige sur les conditions économiques, sociales et culturelles des territoires servant de base aux principales discussions de la Quatrième Commission de l'Assemblée générale. Il semble donc que le Comité des renseignements devrait être invité à participer à l'élaboration du rapport projeté.

Plan du rapport

13. Sur la base des indications fournies au sujet des futurs programmes de travail, le Secrétaire général a examiné, en consultation avec les institutions spécialisées, le Schéma que l'Assemblée générale a approuvé par ses résolutions 551 (VI) et 930 (X), afin de déterminer les points sur lesquels il devrait insister pour mettre en évidence les principaux progrès accomplis par les peuples des territoires non autonomes. En collaboration avec la FAO, l'OIT, l'OMS et l'UNESCO, le Secrétaire général a dressé une liste de questions suffisamment générales dont l'étude permettrait d'obtenir les principales données nécessaires. Cette liste est reproduite en annexe au présent rapport.

Date de publication du rapport envisagé

14. Le programme de travail que le Comité des renseignements a suivi depuis 1950 (voir résolutions 333 (IV) et 933 (X) de l'Assemblée générale) prévoit qu'une année sur trois, le Comité examinera en détail et dans l'ordre l'une des questions

suivantes : enseignement, situation économique et conditions sociales. En 1958, le Comité achèvera pour la troisième fois le cycle de ces études. Le programme s'établit comme suit :

Enseignement	1956
Situation économique	1957
Situation sociale	1958

Tenant compte des programmes de travail des institutions spécialisées^{1/}, le Secrétaire général propose que le rapport soit présenté à l'Assemblée générale en 1959. Il serait alors possible d'établir ce rapport de 1957 à 1959, en se fondant principalement sur les renseignements relatifs aux années 1946-1956.

15. Si ce programme de travail était adopté, le Comité des renseignements serait en mesure de travailler en coopération avec les Membres administrants et d'aider le Secrétariat et les institutions spécialisées à rédiger les études pertinentes en 1957 et 1958.

Incidences financières

16. Conformément à l'article 154 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Secrétaire général doit estimer le montant des dépenses qu'entraîne la mise en oeuvre des décisions des commissions de l'Assemblée. Pour calculer ce que coûterait la préparation d'un rapport sur les progrès accomplis par les territoires dans le sens prévu au Chapitre XI de la Charte, il faudrait d'abord que la Quatrième Commission détermine la nature et la portée des renseignements qu'elle veut obtenir, ainsi que les méthodes à suivre. Il serait utile, cependant, que la Quatrième Commission ait, à ce stade préliminaire, une indication des frais éventuels si elle recommandait que l'on présente, à la session de 1959 de l'Assemblée générale, un rapport qui porterait sur les années 1946 à 1956 et qui remplacerait à la fois les résumés complets des renseignements transmis en vertu de l'Article 73 e de la Charte et l'étude spéciale sur l'enseignement qui devrait être normalement publiée en 1959.

^{1/} Dans sa réponse au Secrétaire général, le Bureau international du Travail a déclaré qu'étant donné les engagements auxquels elle a déjà souscrit, il serait difficile à l'OIT de collaborer comme elle le souhaiterait à la préparation du rapport s'il devait être soumis à l'Assemblée générale avant 1959. Quant aux autres institutions spécialisées, elles ne voient pas d'inconvénient à ce que le rapport soit présenté en 1959.

17. L'exercice 1956 prévoit des crédits pour l'impression en trois langues des résumés complets et d'une étude spéciale sur l'enseignement. Il faudrait donc normalement demander un crédit analogue pour l'année 1959. En ce qui concerne la version anglaise des volumes à imprimer, le montant inscrit au budget de 1956 doit couvrir les frais d'impression de 456 pages pour les résumés et de 276 pages pour l'étude spéciale sur l'enseignement. La publication des volumes dans les trois langues coûtera 17.200 dollars pour les résumés et 10.600 dollars pour l'étude spéciale. Au cas où l'on déciderait de préparer un rapport spécial pour 1959, il faudra envisager des dépenses plus élevées si l'on veut que ce rapport donne un tableau complet de la situation dans les territoires et qu'il porte sur la situation économique et sociale aussi bien que sur la situation de l'enseignement, en accordant une place importante aux études des institutions spécialisées. Les prévisions au titre des frais d'impression devraient donc être de 50 pour 100 plus élevées que pour l'année 1956.

18. D'autre part, la Division des renseignements relatifs aux territoires non autonomes devrait engager un administrateur adjoint de première classe à plein temps à partir de la fin de 1956. Les crédits concernant ce poste ont d'ailleurs été inclus dans le projet de budget pour 1957; ils se montent à environ 8.000 dollars par an (traitement et dépenses communes afférents au personnel du Siège). Il est probable qu'on demandera au Département des conférences de fournir, à partir de juillet 1958, les services d'un éditeur qui travaillerait à plein temps pendant une période d'un an. Il est encore trop tôt pour prévoir le montant des frais supplémentaires qu'entraîneraient ces services, mais il faudra peut-être engager jusqu'à 8.000 dollars au titre du personnel temporaire.

19. Dans sa réponse à la lettre du Secrétaire général relative à la résolution 932 (X) de l'Assemblée, le Directeur général par intérim de la FAO a émis l'opinion que si l'Assemblée se décidait en faveur du rapport, elle envisagerait peut-être d'ouvrir un crédit spécial pour faire face aux frais supplémentaires qui en résulteraient pour l'Organisation des Nations Unies et pour les institutions spécialisées. Le cas échéant, la FAO pourrait donner une estimation des dépenses supplémentaires qu'elle devrait supporter si elle participait à la rédaction du rapport. De son côté, le Directeur général de l'UNESCO a fait savoir au Secrétaire général qu'il avait informé le Conseil exécutif des incidences financières que la participation de l'UNESCO pourrait avoir. Il a indiqué qu'il avait été invité à

mentionner le projet de rapport dans le programme de travail ainsi que dans le budget pour 1957-1958 qui seront présentés à la Conférence générale de l'UNESCO en novembre-décembre 1956.

Récapitulation

20. En 1957 et en 1958, les études qu'il faudra préparer pour que le Comité des renseignements puisse les examiner porteront respectivement sur la situation économique et sur la situation sociale des territoires. Les rapports spéciaux que le Comité soumettra à l'Assemblée générale porteront également sur ces questions. Au cours de ces deux années, le Secrétariat devra préparer, en outre, les résumés annuels des renseignements relatifs aux territoires non autonomes conformément à la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale.

21. Le cycle des études sur l'enseignement, sur la situation économique et sur les conditions sociales serait alors interrompu en 1959. Il serait remplacé par un rapport d'ensemble destiné à l'Assemblée générale, qui exposerait les progrès accomplis par les territoires non autonomes depuis l'institution des Nations Unies et s'appuierait sur les renseignements communiqués par les Membres administrants en vertu de l'Article 73 e de la Charte. Ce rapport tiendrait compte également des recommandations que l'Assemblée aura adoptées dans les domaines économique, social et culturel sur la base des rapports préparés par le Comité des renseignements.

22. Les institutions spécialisées, et notamment l'OIT, la FAO, l'OMS et l'UNESCO, seraient invitées à participer à ces études. En outre, ces études rappelleraient l'oeuvre du Fonds des Nations Unies pour l'enfance dans les territoires non autonomes, ainsi que les programmes d'assistance technique que l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont mis en oeuvre dans ces mêmes territoires. Ces enquêtes commenceraient prochainement et le Comité des renseignements serait consulté en 1957 et en 1958 sur les questions qu'elles pourraient soulever.

23. On trouvera dans l'annexe ci-après la liste des principaux points à examiner dans le rapport.

ANNEXE

Liste des points à examiner dans le rapport sur les renseignements
relatifs aux territoires non autonomes 1/

(1946 - 1956)

I. GENERALITES

- A. Exposé sommaire des progrès accomplis dans les domaines économique, social et culturel, fondé sur les tendances générales indiquées par les Membres administrants.
- B. Participation des territoires aux diverses formes de l'activité internationale, et assistance technique et économique destinée à ces territoires.

II. SITUATION ECONOMIQUE

- A. Coordination des programmes de développement économique et de développement général.
- B. Développement de l'agriculture.
- C. Développement de la sylviculture dans certains territoires^{2/}.
- D. Développement des pêcheries dans certains territoires^{2/}.
- E. Développement des mines dans certains territoires^{2/}.
- F. Progrès accomplis dans la fourniture, la distribution et l'utilisation de l'énergie.
- G. Développement de l'industrie.
- H. Développement des transports et des communications.
- I. Exposé sommaire des recettes et des dépenses publiques.
- ...
- K. Exposé sommaire des principales importations et exportations.

1/ Cette liste a été établie d'après le Schéma.

2/ Territoires où cet aspect du développement économique est particulièrement important.

III. SITUATION SOCIALE

- A. Evolution des relations raciales et culturelles.
- B. Application des droits de l'homme dans les lois et règlements des territoires.
- C. Statut de la femme.
- D. Augmentation du nombre des emplois salariés, législation du travail et développement des organisations professionnelles reposant sur la liberté d'association.
- E. Développement des sociétés coopératives.
- F. Niveau de vie et revenu national au début et à la fin de la période considérée.
- G. Aménagement des villes et des campagnes.
- H. Développement des programmes de sécurité et d'assistance sociales.
- ...
- J. Développement des principes directeurs et des programmes de santé publique; statistiques et renseignements concernant le développement des services de santé publique.
- K. Programmes d'aménagement des collectivités.

IV. SITUATION DE L'ENSEIGNEMENT

- A. Progrès de l'enseignement :
 - a) Evolution des principes directeurs et de leur application, notamment dans le domaine de l'organisation et de la direction de l'enseignement;
 - b) Dépenses afférentes à l'enseignement;
 - c) L'instruction primaire et l'institution de l'enseignement obligatoire et gratuit;
 - d) Enseignement secondaire;
 - e) Enseignement technique et professionnel;
 - f) Enseignement supérieur;
 - g) Recrutement et condition des maîtres;
 - h) Développement de l'éducation de base et de l'éducation des adultes; élimination de l'analphabétisme.
- B. Développement des établissements culturels et scientifiques.
- C. Développement de l'information des masses.
